

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MAI 1920.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION

IV

REVISION DE L'ARTICLE 47 DE LA CONSTITUTION (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. TROCLET.

MESSIEURS,

Le nouvel article 47 de la Constitution va enfin consacrer le principe du suffrage universel pour lequel ont lutté tant de générations. Dès 1848, la question fut sérieusement agitée devant le Parlement belge.

Après 1870, une première demande de revision obtint l'adhésion de vingt-trois députés. En 1883, 1893, 1899, 1902, 1904, 1910 de nouvelles propositions furent déposées et discutées. Le but que poursuivaient les auteurs était toujours le même — substituer au vote censitaire ou au vote plural, le suffrage universel pur et simple.

Aujourd'hui, que l'égalité politique est virtuellement acquise, on nous permettra de saluer au seuil de ce travail, la mémoire de ceux qui, dans tous les partis et dans toutes les classes de la société, ont combattu dans le passé pour cette réforme essentiellement démocratique.

(1) Déclarations du Pouvoir législatif (*Moniteur* du 23 octobre 1919, n° 296) et *Règlement de procédure*, n° 47^I.

Rapport de M. Neujean concernant l'article 39, n° 287^{III}.

(2) Composition de la Commission, n° 50^{II}.

Malgré les nombreuses demandes présentées aux dates que nous venons de rappeler, ce n'est qu'en 1893 et, aujourd'hui, que l'article 47 a été soumis à revision.

Les deux époques sont bien différentes.

Lors de l'établissement du vote plural, la Belgique était fortement secouée par l'agitation qui s'était emparée de la classe ouvrière et de la nation tout entière. Les prolétaires ne comptaient aucun des leurs dans les Chambres législatives.

Aujourd'hui, non seulement un grand nombre d'ouvriers siègent au Parlement, mais le pays est calme; il sait que la cause du suffrage universel est chose gagnée puisque les constituants chargés de rédiger le nouvel article 47 ont été nommés au lendemain de la grande guerre par le suffrage universel lui-même. Il ne s'agit plus aujourd'hui que de consacrer, par un texte, un fait accompli.

Mais faut-il s'étonner que l'article 47, dans le passé, ait donné lieu à des mouvements populaires intenses et aux préoccupations des hommes d'État et de tous les parlementaires belges? Non, car dès 1834, M. Forgeur déclarait au Congrès national que « c'est là-dessus que repose tout l'édifice constitutionnel ». M. Coremans, rapporteur de la Commission des XXI de 1893, marquait « l'importance capitale de cet article 47, qui établit et règle le droit électoral, base de la représentation nationale ».

Dans un pays où « tous les pouvoirs émanent de la Nation », il est incontestable que le régime électoral influe considérablement sur la marche progressive des destinées nationales.

L'inscription du suffrage universel pur et simple dans la Constitution marquera donc une date importante dans les annales du peuple belge.

* * *

Nous avons dit que la cause de l'égalité politique était gagnée depuis l'élection du 16 novembre 1919, qui a désigné au suffrage universel pur et simple des hommes âgés de 21 ans les membres du Parlement chargés de reviser vingt-six articles de la Constitution.

Néanmoins, au sein de la Commission des XXI, cette disposition constitutionnelle — essentielle puisqu'elle détermine les sources des pouvoirs publics — a fait l'objet de débats assez étendus.

Pour mieux fixer les idées, rappelons les propositions qui ont fait l'objet des discussions. Au début des travaux, deux membres proposèrent simultanément deux textes différents.

Un texte était rédigé comme suit :

- « ART. 47. — Sont électeurs à la Chambre des Représentants les citoyens »
» qui, sans distinction de sexe, réunissent les conditions suivantes :
» 1° Être Belge de naissance ou par la grande naturalisation et âgé de 21 ans »
» accomplis ;
» 2° Être domicilié depuis six mois au moins dans la même commune.
» Les cas d'exclusion sont prévus par la loi. »

(S.) R. COLAERT.

L'autre texte était ainsi conçu :

« ART. 47. — Les députés à la Chambre des représentants sont élus directement par tous les citoyens belges qui ne se trouvent pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par la loi.

» Pour être électeur, il faut :

» 1^o Être Belge de naissance ou avoir obtenu la grande naturalisation;

» 2^o Être âgé de 21 ans accomplis;

» 3^o Être domicilié dans la même commune depuis six mois au moins.

» Les conditions de l'électorat, hormis celle de l'âge, doivent exister à la date du 1^{er} juillet de l'année de la revision des listes; les conditions de l'âge à la date du 1^{er} mai de l'année suivante.

» Sans recourir aux formalités de la revision constitutionnelle, une loi, votée à la majorité des deux tiers, pourra appeler les femmes belges à l'exercice du droit électoral législatif.

» Dans ce cas, le suffrage féminin sera soumis aux mêmes conditions de droit et d'application que l'électorat masculin. »

(S.) LÉON TROCLET.

Au cours d'une séance subséquente un membre proposa le texte que voici :

« ART. 47. — Les députés à la Chambre des Représentants sont élus directement avec application de la représentation proportionnelle, dans les conditions ci-après :

» Un vote est attribué aux citoyens âgés de 21 ans accomplis, domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune, et qui ne se trouvent pas dans un des cas d'exclusion prévus par la loi. »

(S.) A. MECHÉLYNCK.

Ces trois textes soulevaient toute une série de questions. Pour plus de clarté, la Commission décida d'examiner et surtout de voter séparément sur les différents principes qu'ils contenaient.

Il fut acquis également que les votes se feraient à la simple majorité, mais que « les questions seraient reprises ultérieurement pour tâcher d'obtenir, au sein de la Commission, des textes qui permettraient d'espérer à la Chambre, les deux tiers des voix ».

*
* *

En ce qui concerne l'article 47, lors de la première délibération, les votes suivants avaient été émis à titre provisoire :

1^o Le vote est direct et secret (adopté à l'unanimité);

2^o La représentation proportionnelle est inscrite dans la Constitution (art. 47 ou 48) (adopté par 17 voix contre 4);

3° Les députés à la Chambre des Représentants sont élus par les citoyens, sans distinction de sexe (repoussé par 11 voix contre 9 et 1 abstention);

4° Maintien, par une disposition transitoire, de l'électorat aux catégories de femmes déterminées par la loi du 9 mai 1919 (adopté à l'unanimité);

5° Agé de 21 ans (adopté à l'unanimité, moins 1 abstention);

6° Domicile (six mois) (adopté à l'unanimité);

7° Admission des femmes à l'électorat par une loi votée à la majorité des deux tiers ou à la majorité absolue (décision ajournée).

Nous allons reprendre les uns après les autres, les différents points qui ont donné lieu à des discussions et à des votes.

Le vote direct.

La Commission de revision a décidé au cours de ses travaux que la représentation proportionnelle, le vote secret et obligatoire seraient reportés à l'article 48. Nous n'avons donc pas à nous en occuper ici. Néanmoins, il y a lieu de retenir l'intéressant échange de vues sur la question de savoir si la représentation proportionnelle, et surtout le système proposé par M. Van de Walle et admis en 1919 par la Chambre et le Sénat, est bien conforme au principe de l'élection directe des représentants.

L'objection principale porte sur les élus par apparentement. La Commission ayant rattaché la représentation proportionnelle à l'article 48, nous n'avons pas à nous arrêter longuement sur ce point. Mais, comme le vote direct a été maintenu à l'article 47, il est utile de dire que la Commission des XXI comprend les mots « élus directement » dans le sens qui leur étaient donné en 1830; c'est dire, que la Constitution interdit le vote à deux degrés, tel qu'il a fonctionné sous la domination française et hollandaise.

Les conditions d'âge.

La loi du 9 mai 1919 établissant les conditions de l'électorat en vue du scrutin du 16 novembre a appelé aux urnes les citoyens belges âgés de 21 ans et possédant six mois de résidence dans une même commune. Il aurait été bien difficile de faire machine en arrière, d'autant plus que cet âge avait été indiqué dans le Discours du Trône et dans la dernière déclaration ministérielle.

La Chambre des Représentants, par 142 voix contre 22 et 3 abstentions, a adopté le 10 mars dernier une nouvelle loi électorale communale consacrant dans ce domaine l'âge de 21 ans et les six mois de résidence. D'ailleurs, la majorité civile étant fixée à l'âge de 21 ans, la majorité électorale s'impose logiquement dans les mêmes conditions. Le service militaire généralisé appelle tous les jeunes gens de 19 ans à coopérer à la défense du pays. Il est bien naturel qu'à leur rentrée du devoir militaire ils puissent exercer leur droit électoral.

L'âge de 21 ans n'a rencontré qu'un adversaire. Mais sept de nos collègues qui, au premier vote, avaient donné leur adhésion sous réserve de voir rallier la majorité de la Commission au vote des femmes se sont abstenus en seconde lecture, « espérant, ont-ils dit, que d'ici à la discussion publique, ceux qui viennent de rejeter le suffrage féminin auront réfléchi et feront une concession ».

Parmi les abstentionnistes, les uns ont déclaré être partisans de l'âge de 21 ans; d'autres ont marqué leur désaccord sur ce point avec la majorité de la Commission mais ils ont ajouté qu'ils étaient disposés, par concession, à s'y rallier.

Les partisans de l'âge de 21 ans ont rappelé que l'on ne pouvait pas retirer un droit accordé et dont il avait déjà été fait usage. Il y a lieu d'ajouter qu'exclure la jeunesse du devoir civique de voter, c'est retarder son éducation politique et que, dans plusieurs pays, l'âge de 21 ans est admis depuis longtemps. Le citoyen suisse est électeur à 20 ans. Il en est de même du citoyen allemand.

Il sera peut-être intéressant de rappeler qu'en 1789, lors de la Révolution liégeoise, les citoyens âgés de 18 ans furent appelés au scrutin. Sans aller aussi loin et sans vouloir proposer le régime suisse, nous croyons que, pour établir l'équilibre électoral en s'appuyant sur l'âge mûr, il est nécessaire d'accorder le droit de vote à la jeunesse, la vieillesse étant là pour faire contrepoids.

Les conditions de domicile.

L'article 47 (ancien), réclamait une année de domicile dans la même commune. La Commission a repris à ce sujet le texte de la loi du 19 mai 1919, qui a fixé à six mois la condition de domicile.

On a soulevé la question de savoir s'il ne serait pas nécessaire en matière législative d'assurer, en tout état de cause, le droit au citoyen belge de participer aux élections.

Ce point pourra être réglé par la loi électorale ordinaire; néanmoins, la Commission a émis l'avis que s'il fallait autant que possible assurer l'exercice du droit de vote à tous les citoyens belges, il fallait aussi éviter la fraude qui pourrait résulter de « l'électeur itinérant ».

Au vote définitif, la condition de six mois de résidence a été adoptée par 14 oui et 3 abstentions.

L'électorat féminin.

Le vote des femmes a donné lieu à multiples discussions.

Devant la Commission, la question s'est présentée ainsi : Faut-il appeler les femmes immédiatement à l'exercice du droit de vote, ou faut-il s'en remettre aux Chambres qui pourront décider aux deux tiers des voix du moment opportun où il conviendra de faire appel aux femmes pour exercer l'électorat législatif ?

Quelques membres de la Commission des XXI ont fait antérieurement des déclarations absolument hostiles au suffrage féminin, mais il n'a pas été présenté de texte consacrant cette opposition de principe. Il n'est donc pas nécessaire de reprendre ici les arguments théoriques d'ordre général pour ou contre le vote des femmes; ils sont connus. Si ce débat doit se produire, il se déroulera devant le Parlement. On nous permettra donc de nous en tenir aux travaux de la Commission.

La formule de M. Colaert disant que les députés sont élus directement par les citoyens « sans distinction de sexe » fut repoussée en première lecture par 11 voix contre 9 et une abstention; au second vote elle a été rejetée par 10 voix contre 8.

Alors s'est posée la question de l'admission des femmes à l'électorat législatif par une loi votée à la majorité des deux tiers sans devoir recourir aux autres formalités de la revision constitutionnelle.

Cette formule a été discutée à différentes reprises par la Commission, mais elle n'a émis aucun vote à ce sujet.

*
* * *

A la reprise de la discussion en vue du vote en première lecture, un membre a contesté la recevabilité de cette proposition :

« Il y aurait contradiction, disait-il, avec l'article 38 de la Constitution qui dit que les lois sont votées à la majorité absolue des voix. L'article 38 n'étant pas soumis à revision ne peut être modifié. Si la question préalable que nous avons opposée à la première violation de l'article 47 n'a pas été admise, ce n'est pas une raison pour violer un autre article. On invoque l'article 131. Cet article vise non des lois ordinaires mais la revision constitutionnelle ».

En seconde lecture, le même membre a ajouté :

« Il ne peut y avoir de doute sur la question d'irrecevabilité de la proposition de M. Troolet. Je l'ai déjà dit, l'article 38 de la Constitution décide que toute « résolution » est prise à la majorité absolue des voix. Donc on ne peut exiger, pour aucune loi, la majorité des deux tiers des voix.

» On a objecté que la Constitution elle-même prévoit, dans les articles 62 et 131, une majorité des deux tiers. Cela se conçoit fort bien, la Constitution qui est souveraine a pu fixer une majorité spéciale dans tel ou tel cas. Elle a été maîtresse de dire que, pour telle mesure déterminée, elle entendait se départir de son principe. C'est ce qu'elle a fait. C'est l'évidence même, et dès lors, il ne peut être question d'une concession. La Constitution a parlé; nous ne pourrions pas ne pas lui obéir. Nous ne sommes plus libres. »

On répondit que la proposition n'est pas inconstitutionnelle, puisque cette dérogation à la Constitution serait inscrite dans la Constitution elle-même et que non seulement l'article 131, mais encore les articles 61 et 62 prévoient des dérogations à la règle. L'article 38 est absolu, mais il prévoit lui-même des exceptions et, en tout cas, il ne peut faire obstacle à des dérogations qui résulteront de la Constitution elle-même.

L'article 38 impose un minimum et non un maximum.

Sauf en ce qui concerne les élections qui, en certains cas, peuvent avoir pour effet de faire désigner des membres de la minorité, on ne conçoit pas qu'une décision prise par une assemblée ne réunisse pas la majorité de ses membres.

L'article 38 de la Constitution donne cette garantie que toute « résolution » devra être admise au moins par la majorité absolue. Ce minimum de garantie peut être dépassé; c'est ce qui explique que le règlement de la Chambre prévoit un cas où une « résolution » est prise aux *deux tiers* des membres présents (voir article 33, alinéa final, du règlement de la Chambre des Représentants).

Il est intéressant à ce sujet de rappeler que la question a été posée en 1893 à l'occasion de l'article 47 de la Constitution par des juristes et des hommes d'État comme MM. Nothomb, Anspach-Puissant, Graux, Vander Kindere, Buis, Louis Huysmans, de Mot et Frère-Orban.

M. NOTHOMB proposait le texte suivant :

« Néanmoins, nulle modification, dérogation ou addition à la loi électorale ne
» peut être votée qu'à la majorité prévue au paragraphe 5 de l'article 131. »

M. SABATIER employait aussi la formule :

« Aucune loi électorale ne sera promulguée que si elle a été votée par cha-
» cune des deux Chambres à la majorité des *deux tiers* des votants, les *deux*
» *tiers* des membres étant d'autre part présents au vote. »

M. ANSPACH-PUISSANT rédigeait son texte comme ceci :

« La loi électorale ne peut être votée ni révisée qu'à la majorité des *deux*
» *tiers* des voix dans chacune des deux Chambres. »

MM. GRAUX, VANDER KINDERE, BULS, HUYSMANS et DE MOT faisaient la proposition d'inscrire dans la Constitution le principe du « savoir lire et écrire » et laissaient à la loi le soin de déterminer les autres conditions de l'électorat; puis ils proposaient d'ajouter le texte suivant à l'article 47 de la Constitution :

« Les dispositions de cette loi relatives à ces objets, ainsi que les conditions
» d'âge et de domicile devront être votées à la majorité des *deux tiers* des
» suffrages. Aucun vote ne pourra avoir lieu sur ces points si les *deux tiers*
» des membres de chacune des deux Chambres ne sont pas présents.

« Ces dispositions pourront être abrogées ou modifiées par le Pouvoir légis-
» latif délibérant dans les mêmes conditions. »

Une proposition de M. FRÈRE-ORBAN sur le même objet et poursuivant aussi l'inscription du capacitarat dans la Constitution portait également :

« Les dispositions de la loi qui règlent ces divers objets ne peuvent être
» établies ou modifiées qu'à la majorité des *deux tiers* dans chacune des deux
» Chambres, les *deux tiers* des membres de ces Assemblées étant présents. »

Il suffit de rapprocher ces différents textes des deux formules déposées à la Commission des XXI de 1920 pour marquer l'identité des textes au sujet du recours à la majorité des deux tiers. Rappelons pour l'instant la première de ces formules :

« Sans recourir aux formalités de la revision constitutionnelle, une loi,
» votée à la majorité des deux tiers, pourra appeler les femmes belges à
» l'exercice du droit électoral législatif. »

Il est frappant de constater que les auteurs des différents textes de 1893 étaient loin d'être des révolutionnaires et qu'ils étaient presque tous des juristes et des hommes d'État éminents; ils étaient tous profondément attachés à l'esprit et à la lettre de la Charte constitutionnelle de 1831. Il est aussi à remarquer que toutes ces propositions ont été mises aux voix par M. de Lantsheeré, Président de la Constituante de 1893. Malgré le rejet de la première partie de la proposition Nothomb, et malgré l'énoncé de scrupules constitutionnels de certains membres rappelés par M. Feron, M. de Lantsheere fit procéder à un vote sur l'ensemble, « parce que, dit-il, on peut avoir rejeté la première partie de

l'article et accepter l'article moyennant la disposition du paragraphe dernier » qui prévoyait une loi votée à la majorité des deux tiers.

Successivement le vénéré et réputé Président qu'était M. de Lantsheere fit procéder à l'appel nominal des quatre autres textes qui contenaient la formule des deux tiers.

Des jurisconsultes comme MM. de Lantsheere, Paul Janson, Woeste, Beernaert, X. Neujean père, et tant d'autres prirent part au vote et ne firent pas la moindre objection. Des hommes d'État comme MM. Frère-Orban, Graux et d'autres n'hésitèrent pas à prendre l'initiative de différentes propositions contenant toutes la formule d'une loi votée aux deux tiers des voix.

Tels sont résumés les arguments de recevabilité. Devant la Commission des XXI, M. le Premier Ministre et M. le Ministre de l'Intérieur ayant pris connaissance de la relation de nos débats, et dans le but de fournir à la Commission un texte qui put servir de base à vos délibérations, ont suggéré, au nom du Gouvernement, la formule suivante :

« La loi détermine, le cas échéant, les conditions d'admission des femmes au droit de suffrage. Une résolution en ce sens n'est adoptée qu'autant qu'elle réunit au moins *les deux tiers* des suffrages. »

Pour nous, le constituant a tout pouvoir en ce qui concerne l'article 47; il peut adopter tel texte qu'il veut pour régler l'admission des femmes à l'électorat. Comment admettre, dès lors, qu'il ne puisse pas renvoyer cette question à une loi votée à des conditions qu'il détermine?

En seconde lecture, la question de la recevabilité qui était restée en suspens lors de la première délibération, a été, avons-nous dit, soulevée à nouveau. Mais, l'auteur de la proposition des deux tiers, pour d'autres raisons sur lesquelles nous allons revenir, ayant déclaré retirer, tout au moins provisoirement, le texte qu'il avait présenté, la question se trouvait être momentanément sans objet.

Nous avons pensé néanmoins qu'il était utile d'exposer cette question et de mettre sous les yeux de la Chambre les difficultés rencontrées au cours des travaux de la Commission. D'autre part, il nous a paru intéressant de signaler les possibilités d'un accord éventuel.

*
* * *

Indépendamment de cette question de recevabilité, la Commission a longuement discuté la proposition de fixer aux deux tiers la majorité requise pour permettre à la loi d'appeler les femmes à l'exercice du droit de vote.

Les adversaires de cette proposition faisaient remarquer qu'un grand nombre de pays ont adopté l'électorat féminin législatif sans passer par les étapes préconisées par les défenseurs de cette formule et ne croyaient pas devoir reconnaître à cette proposition le caractère conciliant que son auteur lui attribuait.

Les partisans, au contraire, soutenaient que, dans les circonstances actuelles, il n'y avait pas d'autre moyen de sortir de l'impasse. En effet, une partie de la Chambre ne veut à aucun prix du suffrage féminin. Un autre groupe, au contraire, le réclame immédiatement. Une fraction très importante du Parlement lui est, pour l'instant, nettement hostile. Les mandataires, appartenant à cette partie de

la Chambre, ont, en vertu du pacte du 10 avril, loyalement voté le suffrage des femmes à la commune, mais il est impossible de leur demander plus pour le moment, leurs commettants y étant opposés. Aucun des trois groupes ne possédant les deux tiers des voix, il faut donc faire un pas l'un vers l'autre.

En abaissant certaines barrières revisionnistes et en proclamant le principe du suffrage féminin dans la Constitution, l'extrême gauche déclarait faire un pas vers la droite, et demandait à celle-ci d'abandonner, par conciliation, son intention d'obtenir cette réforme immédiatement. Les défenseurs de cette proposition espéraient également, qu'en demandant une majorité des deux tiers, plusieurs députés, appartenant au groupe adverse de l'électorat féminin, finiraient par se rallier à la formule qui rassemblerait ainsi plus des trois quarts des votes de la Chambre.

L'auteur de la proposition transactionnelle croyait donc s'inspirer des nécessités du moment.

Dans des circonstances analogues, l'ancien Ministre, Charles Graux, défendant une proposition du même genre demandait aussi une garantie des deux tiers; il s'exprimait ainsi :

« Comme il faut protéger la source des pouvoirs publics contre les surprises des partis, et les soustraire aux conséquences des variations ordinaires des courants électoraux, les auteurs exigent qu'en ce qui concerne la modification des bases du droit de suffrage, la volonté nationale soit exprimée par une majorité imposante et certaine. »

L'auteur de la proposition avait espéré que cet argument devait aussi être rappelé, mais au moment du vote, en seconde lecture, le caractère conciliant de la formule des deux tiers ayant été à nouveau contesté par une partie des membres de la Commission, l'auteur déclara que, dans ces conditions, il retirait sa proposition, tout en se réservant le droit de la reproduire suivant les circonstances.

« Nous avons fait un pas vers vous, dit-il. Si cet effort de conciliation n'est pas apprécié, il ne nous reste plus qu'à reprendre notre ancienne position : nous restons hostile à l'inscription du suffrage féminin dans la Constitution. »

Cette question éliminée, l'article 47 ne concerne plus que le suffrage des hommes. En reprenant la première partie du texte fourni par le Gouvernement, nous nous trouvons devant la rédaction suivante :

« Les députés à la Chambre des Représentants sont élus directement par les » citoyens âgés de 21 ans accomplis, domiciliés depuis six mois au moins dans » la même commune et ne se trouvant pas dans l'un des cas d'exclusion » prévus par la loi.

» Chaque électeur n'a droit qu'à un vote. »

L'ensemble de l'article 47 ainsi rédigé a été adopté, à la Commission de Revision, par 10 voix et 7 abstentions.

Au moment du vote, un membre a rappelé qu'il avait préconisé un système de suffrage familial accordant une voie supplémentaire au père par enfant âgé de moins de 21 ans. D'après lui, c'est ainsi qu'il faut comprendre le suffrage vraiment universel.

Plusieurs membres, sans être partisans de l'âge de 21 ans, ont déclaré que, par esprit de conciliation, ils seraient disposés à l'adopter, si on leur concédait l'inscription du suffrage féminin dans la Constitution. Ils ont ajouté qu'en Commission, ils se borneraient à s'abstenir au sujet de l'âge de 21 ans et par suite sur l'article 47 dans l'espoir que d'ici à la discussion publique, le suffrage féminin rencontrerait la majorité requise, mais que si cette éventualité ne se réalisait pas, ils se réservaient à la Constituante de se prononcer et de voter contre l'âge de 21 ans.

Les veuves de soldats.

Si l'accord n'a pu se faire sur la question du suffrage féminin, un point toutefois a été admis par tous les membres de la Commission : il faut conserver, en tout état de cause, le droit de vote aux femmes dont les maris ou les enfants sont morts pour la liberté et l'indépendance de la Belgique. Il doit en être de même pour les vaillantes qui ont subi des condamnations politiques sous l'occupation allemande.

Pour consacrer ce principe voté par la Commission, le Gouvernement a fait parvenir le texte suivant :

« *Disposition transitoire.* — Sont admises au droit de suffrage concurrentement avec les citoyens visés à l'article 47 de la Constitution, les femmes »
» qui, réunissant les conditions prescrites par cet article, appartiennent à l'une »
» des catégories énoncées à l'article 2 de la loi du 9 mai 1919. »

En présentant ce texte, M. le Premier Ministre a dit à la Commission : « S'il peut paraître anormal que la Constitution s'en réfère à la loi ordinaire, il serait difficile cependant de donner satisfaction au désir exprimé autrement que sous la forme de cette disposition transitoire. »

La Commission n'a pas fait d'objections à cette manière de procéder. Déjà notre pacte fondamental contient des dispositions transitoires que nous conservons comme un souvenir pieux de l'œuvre de nos pères de 1830. Pourtant, aujourd'hui, ces articles qui constituent le chapitre VIII ne se justifient plus, mais ils sont évocateurs d'une époque et de l'esprit qui animaient les constituants qui ont fondé notre indépendance.

De même, la disposition transitoire proposée consacrerait dans la charte constitutionnelle, le souvenir de gratitude et d'émotion des constituants de 1920 à ceux qui sont morts pour défendre la Belgique contre ses ennemis qui voulaient la faire disparaître comme nation libre et indépendante.

Le Rapporteur,
LÉON TROCLET.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.

Texte du 7 février 1831.

Art. 47.

La Chambre des représentants se compose des députés élus directement par les citoyens payant le cens déterminé par la loi électorale, lequel ne peut excéder 100 florins d'impôt direct, ni être au-dessous du 20 florins.

Tekst van 7 Februari 1831.

Art. 47.

De Kamer der Volksvertegenwoordigers is samengesteld uit de afgevaardigden, rechtstreeks gekozen door de ingezetenen die de bij de kieswet bepaalde belasting betalen, welke belasting niet boven 100 gulden rechtstreeksche belasting, noch beneden 20 gulden gaan mag.

Texte actuel (7 septembre 1893).

Art. 47.

Les députés à la Chambre des représentants sont élus directement dans les conditions ci-après :

Un vote est attribué aux citoyens âgés de 25 ans accomplis, domiciliés depuis un an au moins dans la même commune, et qui ne se trouvent pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par la loi.

Un vote supplémentaire est attribué à raison de chacune des conditions suivantes :

1° Être âgé de 35 ans accomplis, être marié, ou veuf ayant descendance légitime, et payer à l'Etat au moins 5 francs d'impôt du chef de la contribution personnelle sur les habitations ou bâtiments occupés, à moins qu'on n'en soit exempté à raison de sa profession ;

2° Être âgé de 25 ans accomplis et être propriétaire ;

Soit d'immeubles d'une valeur d'au moins 2,000 francs, à établir sur la base du revenu cadastral ou d'un revenu cadastral en rapport avec cette valeur ;

Soit d'une inscription au grand-livre de la dette publique ou d'un carnet de rente belge à la caisse d'épargne, d'au moins 100 francs de rente.

Les inscriptions et carnets doivent appartenir au titulaire depuis deux ans au moins.

La propriété de la femme est comptée au mari ; celle des enfants mineurs, au père.

Deux votes supplémentaires sont attribués aux citoyens âgés de 25 ans accomplis et se trouvant dans l'un des cas suivants :

A. Être porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur ou d'un certificat homologué de fréquentation d'un cours complet d'enseignement moyen du degré supérieur, sans distinction entre les établissements publics ou privés ;

B. Remplir ou avoir rempli une fonction publique, occuper ou avoir exercé une position, exercer ou avoir exercé une profession privée qui implique la présomption que le titulaire possède au moins les connaissances de l'enseignement moyen du degré supérieur. La loi détermine ces fonctions, positions et professions, ainsi que, le cas échéant, le temps pendant lequel elles auront dû être occupées ou exercées.

Nul ne peut cumuler plus de trois votes. (Mémorandum du 9 septembre 1893.)

Tegenwoordige tekst (7 September 1893).

Art. 47.

De afgevaardigden voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers worden rechtstreeks gekozen in de hierna aangeduide voorwaarden :

Eene stem wordt toegekend aan de burgers, die ten volle 25 jaar oud zijn, sedert ten minste één jaar hun woonverblijf in dezelfde gemeente hebben en zich niet bevinden in een der gevallen van uitsluiting door de wet voorzien.

Eene bijkomende stem wordt toegekend uit hoofde van elke der volgende voorwaarden :

1° Ten volle 35 jaar oud zijn, gehuwd, ofwel weduwnaar met wettige nakomelingschap, en aan den Staat ten minste 5 frank lasten betalen uit hoofde der personeele belasting op de woningen of gebouwen die men in gebruik heeft, tenzij men van deze belasting uit hoofde van zijn beroep ontslagen ware ;

2° Ten volle 25 jaar oud zijn en eigenaar zijn :

Hetzij van onroerende goederen ter waarde van minstens 2,000 frank, welke waarde te bepalen is naar den grondslag van het kadastraal inkomen of van een kadastraal inkomen in verhouding tot die waarde ;

Hetzij van eene inschrijving op het Grootboek der Openbare Schuld of van een boekje van Belgische rente ter Spaarkas, van ten minste 100 frank rente.

De inschrijvingen en de boekjes moeten sedert ten minste twee jaar aan den bezitter toebehooren.

Het eigendom der vrouw wordt den echtgenoot aangerekend ; dat der minderjarige kinderen, den vader.

Twee bijkomende stemmen worden toegekend aan de burgers, die ten volle 25 jaar oud zijn en zich in een der volgende gevallen bevinden :

A. Houder zijn van een diploma van hooger onderwijs of van een bekrachtigd getuigschrift, waarbij vastgesteld wordt dat men eenen volledige leerang van middelbaar onderwijs van den hooger graad heeft gevolgd, zonder onderscheid tusschen de openbare of bijzondere onderwijsinstellingen ;

B. Een openbaar ambt vervullen of vervuld hebben, eene betrekking bekleeden of bekleed hebben, een bijzonder beroep uitoefenen of uitgeoefend hebben, welke vermoeden laten dat de titularis ten minste de kennis der vakken van het middelbaar onderwijs van den hooger graad bezit. De wet bepaalt die ambten, betrekkingen en beroepen, alsook, doorgaande, den tijd gedurende welken zij bekleed of uitgeoefend moeten geweest zijn.

Niemand mag meer dan drie stemmen uitbrengen.

Texte proposé par la Commission.

Art. 47.

Les députés à la Chambre des Représentants sont élus directement par les citoyens âgés de 21 ans accomplis domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune et ne se trouvant pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par la loi.

Chaque électeur n'a droit qu'à un vote.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

Art. 47.

De afgevaardigden voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers worden rechtstreeks gekozen door de ingezetenen van volle 21 jaar, die sedert ten minste zes maanden woonachtig zijn in dezelfde gemeente en zich niet bevinden in een der gevallen van uitsluiting bij de wet voorzien.

Elke kiezer heeft slechts recht op ééne stem.

Disposition transitoire.

Sont admises au droit de suffrage concurrentement avec les citoyens visés à l'article 47 de la Constitution, les femmes qui, réunissant les conditions prescrites par cet article, appartiennent à l'une des catégories énoncées dans l'article 2 de la loi du 9 mai 1919 (*).

(*) Art. 2 de la loi du 9 mai 1919. — Sont également admises à voter lors du prochain renouvellement des Chambres législatives dans les mêmes conditions de nationalité, d'âge et du domicile :

1° Les veuves non remariées des militaires morts au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919 et, à leur défaut, leurs mères, si celles-ci sont veuves, de même que les mères veuves des militaires combattants ;

2° Les veuves non remariées de citoyens belges fusillés, ou tués à l'ennemi, au cours de la guerre et, à leur défaut, leurs mères, si celles-ci sont veuves, de même que les mères veuves de ces citoyens combattants ;

3° Les femmes condamnées à la prison ou déportées préventivement au cours de l'occupation ennemie, pour des motifs d'ordre patriotique.

Overgangsbepaling.

Zijn kiesgerechtigd, te gelijk met de ingezetenen bedoeld bij artikel 47 der Grondwet, de vrouwen die van de bij dit artikel gestelde vereischten voldoen en tevens behooren tot een der groepen vermeld in artikel 2 der wet van 9 Mei 1919 (*).

(*) Art. 2 der wet van 9 Mei 1919. — Zijn eveneens stemgerechtigd bij de aanstaande herkiezing van de Wetgevende Kamers mits dezelfde vereischten van nationaliteit, leeftijd en woonplaats :

1° De niet hertrouwde weduwen van de militairen, tijdens den oorlog vóór 1 Januari 1919 gestorven, en, bij ontstentenis dier weduwen, hunne moeders, indien deze weduwen zijn, evenals de moeders-weduwen van de ongehuwde militairen ;

2° De niet hertrouwde weduwen van Belgische burgers, tijdens den oorlog doodgegaten of bij den vijand gedood, en, bij ontstentenis dier, hunne moeders, indien deze weduwen zijn, evenals de moeders-weduwen van die ongehuwde burgers ;

3° De vrouwen, tot gevangenisstraf veroordeeld of voorloopig in hechtenis genomen tijdens de vijandelijke bezetting, om redenen van vaderlandschen aard.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MEI 1920.

COMMISSIE VOOR DE HERZIENING DER GRONDWET.

IV

HERZIENING VAN ARTIKEL 47 DER GRONDWET ⁽¹⁾

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER TROCLET.

MIJNE HEEREN,

Eindelijk gaat het beginsel van het algemeen kiesrecht, waarvoor zoo talrijke geslachten hebben gestreden, nu toch bevestigd worden door het nieuw artikel 47 der Grondwet. Vanaf 1848 werd deze zaak in het Belgisch Parlement ernstig behandeld.

Na 1870 stemden 23 volksvertegenwoordigers voor een eerste vraag tot herziening. In 1883, 1893, 1899, 1902, 1907, 1910 werden nieuwe voorstellen ingediend en behandeld. Steeds was het door de indieners nagestreefde doel hetzelfde : het belastingkiesrecht of het meervoudig kiesrecht te vervangen door het louter algemeen kiesrecht.

⁽¹⁾ Verklaring van de Wetgevende Macht (*Staatsblad*, 23 October 1919, n° 296) en *Na te komen regelen tot herziening*, n° 47^I.

Verslag van den heer Neujean over artikel 39, n° 287^{III}.

⁽²⁾ Samenstelling van de Commissie, n° 50^{II}.

Nu de politieke gelijkheid inderdaad verkregen is, zal het veroorloofd zijn, bij den aanvang van dit verslag hulde te brengen aan de nagedachtenis van hen, die, in al de partijen en in al de standen der samenleving, vroeger hebben gestreden voor deze hoofdzakelijke democratische hervorming.

Ondanks de herhaalde vragen, die op bovengemelde tijden werden ingediend, werd artikel 47 slechts in 1893 en heden aan herziening onderworpen.

Hoe verschillend zijn beide tijden !

Bij het invoeren van het meervoudig kiesrecht was België zeer geschokt door de beweging, die onder de werklieden en in gansch de Natie was ontstaan. De proletariërs hadden niet den minsten vertegenwoordiger hunner klasse in de Wetgevende Kamers.

Thans hebben niet alleen tal van werklieden zitting in het Parlement, doch tevens is het land kalm; het weet dat de zaak van het algemeen kiesrecht eene gewonnen zaak is, vermits de Grondwetgevers, belast met het opmaken van den nieuwen tekst van artikel 47, na den grooten oorlog werden gekozen door het algemeen kiesrecht zelf. Heden is het er nog slechts om te doen, het voldongen feit door eenen tekst te bevestigen.

Moet het echter verwondering baren, dat artikel 47 vroeger aanleiding heeft gegeven tot krachtige volksbewegingen en tot de bezorgdheid van de Belgische Staatslieden en van al de Parlementsleden? Hoegenaamd niet; immers, reeds in 1831, verklaarde de heer Forgeur in het Nationaal Congres dat « geheel het grondwettelijk gebouw daarop rust ». De heer Coremans, verslaggever van de Commissie der XXI in 1893, vestigde de aandacht « op het overwegend belang van dit artikel 47, dat het kiesrecht, grondslag van 's lands vertegenwoordiging, vestigt en regelt ».

In een land « waar alle macht uit het volk komt », oefent het kiestelsel onbetwistbaar een grooten invloed uit op den vooruitgang van het land.

Het opnemen van het zuiver algemeen kiesrecht in de Grondwet zal dus in de geschiedenis van het Belgische volk aangeschreven staan als een gedenkwaardig feit.

*
* *

Wij zegden dat de zaak van de politieke gelijkheid gewonnen was sedert de verkiezing van 16 December 1919, waarbij de leden van het Parlement, belast met de herziening van 26 artikelen der Grondwet, werden gekozen door het zuiver algemeen kiesrecht der mannen van 24 jaar.

Niettemin werden, in den schoot van de Commissie der XXI, nog al lange debatten gevoerd over die grondwettelijke bepaling — eene hoofdzakelijke bepaling, vermits zij vaststelt hoe de openbare machten worden gekozen.

Tot verduidelijking vermelden wij de voorstellen die behandeld werden. Bij den aanvang der werkzaamheden stelden twee leden tegelijkertijd twee verschillende teksten voor.

Een eerste tekst luidde als volgt :

- « ART. 47. — Zijn kiezer voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers
» de ingezetenen die, zonder onderscheid van kunne, aan de volgende
» vereischten voldoen :
- » 1° Belg zijn door geboorte of door de groote naturalisatie en volle
» 21 jaar oud zijn ;
» 2° Sedert ten minste zes maanden in dezelfde gemeente woonachtig
» zijn.
» De gevallen van uitsluiting worden door de wet voorzien. »

(S.) R. COLAERT.

De tweede tekst luidde :

- « ART. 47. — De afgevaardigden voor de Kamer der Volksvertegen-
» woordigers worden rechtstreeks gekozen door al de Belgische ingeze-
» tenen die zich niet bevinden in een der gevallen van uitsluiting, bij de
» wet voorzien.
- » Om kiezer te zijn, moet men :
- » 1° Belg zijn door geboorte of de groote naturalisatie bekomen hebben ;
» 2° Volle 21 jaar oud zijn ;
» 3° Sedert ten minste zes maanden in dezelfde gemeente woonachtig
» zijn.
- » Aan de vereischten voor het kiesrecht moet voldaan zijn, uitgenomen
» wat betreft den leeftijd, op den datum van 1 Juli van het jaar der lijsten-
» herziening ; aan de vereischten betreffende den leeftijd, op den datum van
» 1 Mei van het volgende jaar.
- » Zonder de vormvereischten van de Grondwetsherziening in acht te
» nemen, kan eene wet, met eene meerderheid van twee derden aangenomen,
» de Belgische vrouwen toelaten tot de uitoefening van het kiesrecht
» voor de Wetgevende Kamers.
- » In dit geval, worden voor het vrouwenkiesrecht dezelfde voorwaarden
» van recht en van toepassing gesteld als voor het mannenkiesrecht. »

(S.) LÉON TROCLET.

Op een latere vergadering stelde een lid den volgende tekst voor :

- « ART. 47. — De afgevaardigden voor de Kamer der Volksvertegen-
» woordigers worden, met toepassing van de evenredige vertegenwoor-
» diging, rechtstreeks gekozen onder de volgende voorwaarden :
- » Eene stem wordt toegekend aan de ingezetenen van volle 21 jaar, die
» sedert ten minste zes maanden woonachtig zijn in dezelfde gemeente en
» zich niet bevinden in een der gevallen van uitsluiting, bij de wet voor-
» zien. »

(S.) A. MECHELYNCK.

Deze teksten brachten een gansche reeks vraagstukken te berde. Tot verduidelijking besliste de Commissie de verscheidene beginselen, welke zij huldigden, te onderzoeken en vooral daarover afzonderlijk te stemmen.

Er werd ook aangenomen dat de stemmingen bij enkele meerderheid zouden geschieden, doch dat « men op de vraagstukken later zou terugkomen opdat er in de Commissie teksten zouden goedgekeurd worden, waardoor men twee derden van de stemmen in de Kamer verhopē mocht ».

* * *

Bij de eerste beraadslaging werden, wat betreft artikel 47, de volgende stemmingen voorloopig uitgebracht :

1^o De stemming geschiedt rechtstreeks en is geheim (eenparig aangenomen);

2^o De evenredige vertegenwoordiging wordt in de Grondwet geschreven (art. 47 of 48) (aangenomen met 17 stemmen tegen 4);

3^o De afgevaardigden voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers worden gekozen door de ingezetenen, zonder onderscheid van kunne (verworpen met 14 stemmen tegen 9 en 1 onthouding);

4^o Behoud, door eene overgangsbepaling, van het kiesrecht voor de groepen van vrouwen bepaald door de wet van 9 Mei 1919 (eenparig aangenomen);

5^o Ouderdom van 21 jaar (eenparig aangenomen, min 1 onthouding);

6^o Woonplaats (zes maanden) (eenparig aangenomen);

7^o Toelating van de vrouwen tot het kiesrecht door eene wet aangenomen bij eene meerderheid van twee derden of bij volstreckte meerderheid (beslissing verdaagd).

De verscheidene vraagstukken, die aanleiding gaven tot besprekingen en tot stemmingen, worden hieronder bijzonder behandeld.

Rechtstreeksche stemming.

De Commissie voor de herziening besliste, in den loop harer werkzaamheden, dat de evenredige vertegenwoordiging, de geheime en rechtstreeksche stemming bij artikel 48 zouden voorzien worden. Daarmee behoeven wij ons dus in dit verslag niet bezig te houden.

Niettemin dient te worden gewezen op de belangwekkende gedachtenwisseling over de vraag, of de evenredige vertegenwoordiging, vooral het stelsel door den heer Van de Walle voorgedragen en in 1919 aangenomen voor Kamer en Senaat, werkelijk overeenstelt met het beginsel van de rechtstreeksche verkiezing der Volksvertegenwoordigers. Het voornaamste bezwaar geldt voor die, welke verkozen worden ten gevolge van de lijstengroepering. Daar de Commissie besliste dat de evenredige vertegenwoor-

diging zou voorzien worden in artikel 48, behoeven wij over die zaak niet uit te weiden. Doch, vermits de rechtstreeksche stemming bij artikel 47 behouden werd, dient te worden gezegd dat de Commissie der XXI aan de woorden « rechtstreeks gekozen » dezelfde beteekenis hecht als die in 1830, m. a. w. dat de Grondwet de getrapte stemming uitsluit, zooals die onder het Fransch en onder het Hollandsch beheer plaats had.

Vereischte leeftijd.

De wet van 9 Mei 1919, waarbij de vereischten werden gesteld voor het kiesrecht bij de verkiezing van 16 November, heeft tot de stemming opgeroepen al de Belgische burgers van 21 jaar, die tevens sedert zes maanden in eene zelfde gemeente verbleven. Het zou zeer moeilijk geweest zijn weer terug te trekken, te meer daar deze leeftijd in de Troonrede en in de jongste ministerieele verklaring werd aangeduid.

De Kamer heeft onlangs, met 142 stemmen tegen 22 en 5 onthoudingen, eene nieuwe kieswet voor de gemeente aangenomen, waarbij de leeftijd van 21 jaar en het verblijf gedurende zes maanden op dat gebied gehandhaald worden. Overigens, daar de burgerlijke meerderjarigheid vastgesteld is op 21 jaar, dringt dezelfde meerderjarigheid op kiesgebied zich logischerwijze op. De algemeene dienstplicht roept alle jongens van 19 jaar onder de wapens voor de verdediging van het land. Het is dus zeer natuurlijk dat zij hun kiesrecht kunnen uitoefenen zoodra zij hun soldatenplicht hebben volbracht.

De leeftijd van 21 jaar werd slechts door één lid bestreden. Doch zeven van onze medeleden die, in eerste lezing, dien leeftijd hadden aangenomen onder voorbehoud dat de meerderheid der Commissie zich zou aansluiten bij het vrouwenkiesrecht, hebben zich in tweede lezing onthouden, « in de hoop, verklaarden zij, dat degenen, die thans het vrouwenkiesrecht hadden verworpen, daarover nogmaals zullen nadenken en eene toegeving doen vóórdát de zaak openbaar behandeld wordt ». Onder die, welke zich onthielden, hebben de eenen verklaard aanhanger te zijn van den leeftijd van 21 jaar; anderen gaven te kennen dat zij hieromtrent met de meerderheid der Commissie van meening verschilden; zij voegden er echter bij, dat zij bereid waren als toegeving zich daar bij aan te sluiten.

De voorstanders van den leeftijd van 21 jaar wezen er op, dat men een toegestaan recht, waarvan men reeds gebruik had gemaakt, niet kon terugtrekken. Er dient te worden bijgevoegd dat men, door de jeugd te beletten haar burgerplicht als kiezer te vervullen, hare politieke opvoeding tegenhoudt, en dat in vele landen de leeftijd van 21 jaar sedert lang werd aangenomen. De Zwitsersche burger is kiezer vanaf 20 jaar. Zoo ook de Duitsche ingezetene.

Het is misschien van belang er aan te herinneren, dat in 1789, tijdens de Luiksche revolutie, de ingezetenen van 18 jaar werden opgeroepen om

te stemmen. Zoo ver willen wij niet gaan en wij stellen het Zwitsersche stelsel ook niet voor, doch wij meenen dat, om een verkiezingsevenwicht te bekomen door te steunen op den rijpen leeftijd, het noodig is het kiesrecht aan de jeugd te verleen, vermits de bejaarden er altijd zijn om als tegenwicht te dienen.

Vereischte woonplaats.

Door het vroegere artikel 47 werd het wettig woonverblijf gedurende een jaar in dezelfde gemeente vereischt. De Commissie heeft hieromtrent den tekst der wet van 19 Mei 1919 overgenomen, krachtens welke het vereischte woonverblijf op zes maanden wordt bepaald.

Men stelde de vraag, of het niet noodig zou zijn, in zake verkiezingen voor de Wetgevende Kamers, het recht van den Belgischen ingezetene om deel te nemen aan de verkiezingen, in elk geval, te verzekeren.

Deze zaak kan geregeld worden door de gewone kieswet; nochtans was de Commissie van meening, dat, zoo men de uitoefening van het kiesrecht aan alle Belgische burgers zooveel mogelijk moest verzekeren, men ook het bedrog moest vermijden, dat zou kunnen gepleegd worden door den « zwervenden kiezer ».

Bij de eindstemming werd het vereischte van zes maanden woonverblijf aangenomen met 14 stemmen en 3 onthoudingen.

Vrouwenkiesrecht.

Het vrouwenkiesrecht gaf aanleiding tot drukke besprekingen.

In de Commissie werd de quaestie gesteld als volgt : Moet men de vrouwen onmiddellijk oproepen tot het uitoefenen van het kiesrecht, of moet men het overlaten aan de Kamers, die met twee derden van de stemmen zullen kunnen beslissen over het geschikt oogenblik om de vrouwen op te roepen tot het uitoefenen van hun kiesrecht voor de Kamers?

Eenige leden van de Commissie der XXI hebben zich vroeger zonder omwegen tegen het vrouwenkiesrecht uitgesproken; er werd echter geen tekst ingediend, waarin deze principieele tegenstand werd neergelegd. Het is dus niet noodig, hier de theoretische beweegredenen van algemeenen aard voor of tegen het vrouwenkiesrecht aan te halen. Zij zijn gekend. Moet daarover debat plaats hebben, dan zal dit voor het Parlement geschieden. Men zal ons dus toelaten te blijven bij de werkzaamheden der Commissie.

De formule van den heer Colaert, krachtens welke de afgevaardigden rechtstreeks gekozen worden door de ingezetenen « zonder onderscheid van kunne », werd in eerste lezing verworpen met 11 stemmen tegen 9 en 1 onthouding; in tweede lezing werd zij verworpen met 10 stemmen tegen 8.

Toen kwam de quaestie te berde van de toelating der vrouwen tot het kiesrecht voor de Kamers, toe te staan door eene wet aangenomen met eene meerderheid van twee derden, zonder de andere vormvereischten der Grondwetsherziening in acht te moeten nemen.

Deze formule werd herhaaldelijk door de Commissie besproken zonder dat zij dienaangaande tot eene stemming kwam.

*
* *
*

Bij de herneming van de behandeling voor de stemming in eerste lezing heeft een lid de ontvankelijkheid van het voorstel hetwist.

« Er zou tegenstrijdigheid bestaan, zegt hij, met artikel 38 der Grondwet, krachtens hetwelk de wetten worden aangenomen met volstrekte meerderheid van stemmen. Zoo de voorafgaande quaestie, welke wij hebben gesteld tegen de eerste schending van artikel 47, niet werd aangenomen, is dat nog geene reden om een ander artikel te schenden. Men roept artikel 131 in. Dit artikel bedoelt niet gewone wetten, maar de herziening der Grondwet. »

In tweede lezing voegde hetzelfde lid daaraan toe :

« Er kan geen twijfel bestaan over de niet-ontvankelijkheid van het voorstel-Troclet. Zooals ik reeds zeide, wordt, krachtens artikel 38 der Grondwet, elke « beslissing » bij volstrekte meerderheid van stemmen genomen. Voor geene enkele wet kan men dus de meerderheid van twee derden der stemmen eischen.

» Daartegen werd aangevoerd, dat de Grondwet zelf, in de artikelen 62 en 131, eene meerderheid van twee derden voorziet. Dat is te verstaan, vermits de Grondwet, welke op soevereine wijze beslist, eene voor een bepaald geval bijzondere meerderheid kon vaststellen. Zij had er de macht toe, te beslissen dat zij, voor een bepaalden maatregel, van haar beginsel afwijken wilde. Dat heeft zij ook gedaan. Dat is zonneklaar en dan kan er bijgevolg geen sprake van toegeving zijn. De Grondwet heeft gesproken ; wij kunnen niet anders dan ons onderwerpen ; wij zijn niet meer vrij ».

Daarop werd geantwoord dat het voorstel niet ongrondwettelijk is, vermits deze afwijking van de Grondwet in de Grondwet zelf zou worden geschreven en niet alleen artikel 123, maar ook de artikelen 61 en 62 afwijkingen van den regel voorzien. Artikel 38 geldt als volstrekte regel, doch voorziet zelf uitzonderingen en kan, in elk geval, geen hinder zijn voor afwijkingen welke uit de Grondwet zelf zullen voortvloeien.

Door artikel 38 wordt een minimum, niet een maximum opgelegd.

Behalve voor de verkiezingen, welke, in sommige gevallen, ten gevolge kunnen hebben dat leden van de minderheid worden aangesteld, is het niet te begrijpen dat eene door eene vergadering getroffen beslissing niet door de meerderheid harer leden zou worden genomen.

Artikel 38 van de Grondwet biedt dezen waarborg, dat elke « beslissing » *ten minste* bij volstrekte meerderheid moet worden genomen. Dit minimum van waarborg mag verder worden uitgestrekt ; dit verklaart waarom het

reglement der Kamer een geval voorziet, waarin eene « beslissing » bij *twee derden* der aanwezige leden wordt genomen (zie artikel 33, slotalinea, van het Reglement van de Kamer der Volksvertegenwoordigers).

Van belang is het, er dienaangaande aan te herinneren dat de quaestie in 1893, naar aanleiding van artikel 47 der Grondwet, werd opgeworpen door rechtsgeleerden en Staatslieden zooals de heeren Nothomb, Anspach-Puissant, Graux, Vander Kindere, Buls, Huysmans Louis, de Mot en Frère-Orban.

De heer NOTHOMB stelde den volgende tekst voor :

« Niettemin kan geene enkele wijziging in, afwijking van of toevoeging aan de kieswet worden aangenomen dan bij de meerderheid voorzien door § 5 van artikel 134. »

De heer SABATIER gebruikte ook de formule :

« Geene kieswet hoegenaamd wordt afgekondigd, tenzij zij aangenomen »
» werd door elke van de beide Kamers met eene meerderheid van *twee*
» *derden* der stemmenden, de *twee derden* van de leden, anderdeels, aan- »
» wezig zijnde bij de stemming ».

De heer ANSPACH-PUISSANT stelde zijn tekst volgenderwijs op :

« De kieswet kan noch aangenomen noch herzien worden, tenzij met »
» eene meerderheid van *twee derden* der stemmen in elke van de beide »
» Kamers ».

De heeren GRAUX, VAN DER KINDERE, BULS, HUYSMANS en DE MOT stelden voor, het beginsel van het « kunnen lezen en schrijven » in de Grondwet vast te leggen, en lieten aan de wet de zorg over om de overige vereischten voor het kiesrecht te bepalen ; daarenboven stelden zij voor, den volgende tekst aan de Grondwet toe te voegen :

« De bepalingen dezer wet betreffende deze voorwerpen, alsmede de »
» vereischten van leeftijd en van woonplaats moeten aangenomen wor- »
» den met eene meerderheid van *twee derden* der stemmen. Geene stem- »
» ming hoegenaamd mag over deze punten worden uitgebracht, zoo de »
» *twee derden* der leden van elke der beide Kamers niet aanwezig zijn. »
» Deze bepalingen kunnen afgeschaft of gewijzigd worden door de Wet- »
» gevende Macht, mits zij op dezelfde wijzen beraadslaagt ».

Een voorstel van den heer Frère-Orban over hetzelfde onderwerp, dat ook de inschrijving van het stelsel van de bekwaamheidskiezers ten doel had, luidde insgelijks :

« De bepalingen der wet, waardoor deze verschillende zaken worden »
» geregeld, kunnen noch ingevoerd, noch gewijzigd worden, tenzij met

» *twee derden* in elke der beide Kamers, *twee derden* van de leden dezer
» vergaderingen aanwezig zijnde ».

Het volstaat deze verschillende teksten te vergelijken met de beide formules, bij de Commissie der XXI van 1920 ingediend, om de overeenstemming der teksten vast te stellen, waar het geldt het bepalen van de meerderheid der twee derden. Laten wij voortsnu de eerste dezer formules overschrijven :

« Zonder de vormvereischen voor de Grondwetsherziening te moeten
» in acht nemen, kunnen krachtens eene wet, met eene meerderheid van
» twee derden aangenomen, de Belgische vrouwen tot de uitoefening van
» het kiesrecht voor de Wetgevende Kamers worden toegelaten. »

Treffend is het vast te stellen, dat de stellers van de verschillende teksten van 1893 hoegenaamd geen revolutionairen waren en dat zij schier allen uitstekende rechtsgeleerden en Staatslieden waren; allen waren diep gehecht aan den geest en aan de letter der Grondwettelijke Keure van 1831. Insgelijks dient te worden opgemerkt, dat al deze voorstellen ter stemming werden gelegd door den heer de Lantsheere, Voorzitter van de Constituanten van 1893. Ofschoon het eerste gedeelte van het voorstel-Nothomb verworpen werd, en ondanks de bezwaren van grondwettelijken aard door sommige leden aangevoerd en waaraan werd herinnerd door den heer Feron, deed de heer de Lantsheere over geheel het artikel stemmen, « omdat, zegde hij, men het eerste gedeelte van het artikel kon verwerpen en niettemin het geheel artikel aannemen op grond van het bepaalde in de slotparagraaf », waardoor eene wet, bij de meerderheid der twee derden aangenomen, werd voorzien.

Achtereenvolgens deed de geachte en hooggeschatte voorzitter, als de heer de Lantsheere was, bij naamafroeping stemmen over de vier andere teksten, waarin de formule van de twee derden voorkwam. Rechtsgeleerden, zooals de heeren de Lantsheere, Paul Janson, Woeste, Beernaert, X. Neujean, vader, en tal van anderen namen deel aan de stemming zonder de minste aanmerking in het midden te brengen. Staatsmannen, zooals Frère-Orban, Graux en anderen, aarzelden niet om het initiatief te nemen van onderscheidene voorstellen welke, alle, de formule bevatten eener wet, met twee derden der stemmen aangenomen.

Dat zijn, in beknopten vorm, de beweegredenen tot staving van de ontvankelijkheid. Voor de Commissie der XXI hebben de Eerste Minister en de Minister van Binnenlandsche Zaken, na kennis te hebben genomen van het verslag onzer debatten en met het doel aan de Commissie een tekst te leveren die ten grondslag kon dienen aan uwe beraadslagingen, namens de Regeering gewezen op de volgende formule :

« Bij voorkomend geval bepaalt de wet de vereischen tot het verleenen van het kiesrecht aan de vrouwen. Zoodanige beslissing kan alleen

dan aangenomen verklaard worden wanneer zij ten minste *twee derden* van de stemmen vereenigt. »

Wat ons betreft, heeft de Grondwetgever alle macht in zake artikel 47 ; hij kan den tekst aannemen, dien hij wil, om de verleening van het kiesrecht aan de vrouwen te regelen. Hoe kan men dan aannemen dat hij deze quaestie niet zou mogen verwijzen naar eene wet, voor welker aanneming de door hem gestelde vereischten gelden ?

In tweede lezing werd de ontvankelijkheidsquaestie, welke bij de eerste behandeling hangende was gebleven, opnieuw, zooals wij reeds zegden, te berde gebracht. Doch, daar de indiener van het voorstel der twee derden, om andere redenen waarop wij zullen terugkomen, verklaard had den door hem voorgestelden tekst, althans voorloopig, in te trekken, was de quaestie voor het oogenblik zonder doel.

Wij meenden echter dat het nuttig was deze quaestie uiteen te zetten en de aandacht der Kamer te vestigen op de moeilijkheden, welke de Commissie in den loop harer werkzaamheden ontmoette. Anderzijds, scheen het ons van belang te wijzen op de mogelijkheden van een gebeurlijke overeenkomst.

* * *

Buiten deze ontvankelijkheidsquaestie werd door de Commissie lang beraadslaagd over het voorstel strekkende tot het bepalen, op twee derden, van de meerderheid die zou vereischt zijn opdat de wet aan de vrouwen zou kunnen toelaten het kiesrecht uit te oefenen.

De bestrijders van dit voorstel deden aanmerken dat een groot aantal landen het vrouwenkiesrecht voor de Wetgevende Kamers hebben aangenomen zonder al die omwegen, welke de voorstanders dezer formule aanprijzen ; daarenboven meenden zij niet te moeten erkennen dat dit voorstel het verzoenend kenmerk droeg, hetwelk de indiener daaraan toekende.

De voorstanders, daarentegen, beweerden dat, in den huidige toestand, er geen ander uitweg was. Inderdaad, een gedeelte der Kamer wil het vrouwenkiesrecht hoegenaamd niet aannemen. Een andere groep eischt het integendeel zonder verwijl. Voor het oogenblik is een zeer belangrijk deel der Kamer er tegen gekant. De vertegenwoordigers, die tot dit gedeelte van het Parlement behooren, hebben, krachtens de overeenkomst van 10 April, eerlijk gestemd voor het vrouwenkiesrecht voor de gemeente, doch het is niet mogelijk hun althans meer te vragen, daar hunne lastgevers er zich tegen verzetten. Daar geen der drie groepen over twee derden der stemmen beschikt, moet er door elke een stap naar de andere worden gedaan.

Door zekere herzieningshinderpalen uit den weg te ruimen en het beginsel van het vrouwenkiesrecht in de Grondwet vast te leggen, verklaarde de uiterste linkerzijde de rechterzijde te gemoet te gaan en verzocht

zij deze, als toegeving, haar inzicht te laten varen, deze hervorming dadelijk te bekomen. De voorstanders van dit voorstel hoopten ook dat, door eene meerderheid van twee derden te vragen, vele volksvertegenwoordigers, behorende tot de groep der bestrijders van het vrouwenkiesrecht, ten slotte de formule zouden aannemen, welke alzoo meer dan drie vierden van de stemmen in de Kamer zou vereenigen.

De indiener van het voorstel tot minnelijke schikking dacht dus te handelen naar de noodwendigheden van het oogenblik.

Onder dergelijke omstandigheden vroeg de gewezen Minister, Charles Graux, die een voorstel van denzelfden aard voorstond, ook een waarborg van de twee derden; hij drukte zich uit als volgt :

« Daar men de bron der openbare machten moet beschermen tegen de verrassingen der partijen en ze onttrekken aan de gevolgen van de gewone schommelingen der kieskansen, eischen de indieners dat, wat de wijziging betreft van de grondslagen van het kiesrecht, 's Lands wil door eene indrukwekkende en stellige meerderheid wordt uitgedrukt. »

De indiener van het voorstel had gehoopt dat aan dezen bewijsgrond ook moest herinnerd worden, doch in tweede lezing, op het oogenblik der stemming, daar het verzoenend karakter van de formule der twee derden opnieuw betwist was geworden door een deel van de Commissieleden, trok hij zijn voorstel terug, zich tevens voorbehoudende het opnieuw in te dienen naargelang van de omstandigheden.

« Wij hadden, zegde hij, een stap nader tot u gedaan. Wordt die poging tot minnelijke schikking niet naar waarde geschat, dan blijft ons niets over dan in onze vroegere stelling terug te treden : wij blijven vijandig aan de inschrijving van het vrouwenkiesrecht in de Grondwet. »

Dit vraagstuk uitgeschakeld zijnde, betreft artikel 47 nog alleen het mannenkiesrecht. Indien wij het eerste gedeelte van den tekst der Regeering overnemen, staan wij tegenover dezen tekst :

« De afgevaardigden voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers » worden rechtstreeks gekozen door de ingezetenen van volle 21 jaar, die » sedert ten minste zes maanden woonachtig zijn in dezelfde gemeente en » zich niet bevinden in een der gevallen van uitsluiting bij de wet voorzien. » Elke kiezer heeft slechts recht op ééne stem ».

Geheel het aldus luidende artikel 47 werd in de Commissie voor de Herziening aangenomen met 10 stemmen en 7 onthoudingen.

Bij de stemming bracht een lid in herinnering dat hij een stelsel van gezinsstemming had voorgestaan, waarbij een bijkomende stem werd verleend aan den vader voor elk kind beneden 21 jaar. Volgens hem, moet het waarlijk algemeen kiesrecht op die wijze worden begrepen.

Verscheidene leden, zonder aanhangers te zijn van den 21jarigen leeftijd, verklaarden dat zij, in een geest van verzoening, geneigd waren

dezen aan te nemen, wanneer men er in toestemde het vrouwenkiesrecht in de Grondwet vast te leggen. Zij voegden er bij, dat zij, in de Commissie, er zich zouden bij bepalen, zich te onthouden aangaande den leeftijd van 21 jaar en bijgevolg aangaande artikel 47, vertrouwend dat, in afwachting van de openbare behandeling, het vrouwenkiesrecht de vereischte meerderheid zou vinden, doch dat, indien zulks niet gebeurde, zij zich voorbehielden in de Grondwetgevende Vergadering den leeftijd van 21 jaar te bestrijden en er tegen te stemmen.

De weduwen van soldaten.

Zoo men het niet eens kon worden over het vrouwenkiesrecht, dan toch werd een punt aangenomen door al de leden van de Commissie : de vrouwen, wier echtgenooten of kinderen gevallen zijn voor de vrijheid en de onafhankelijkheid van België, moeten in een geval het kiesrecht behouden. Zoo ook de moedige vrouwen die politieke veroordeelingen ondergingen tijdens de Duitse bezetting.

Om aan dit beginsel, door de Commissie aangenomen, vasten vorm te geven, heeft de Regeering den volgende tekst doen toekomen :

« *Overgangsbepaling.* — Zijn kiesgerechtigd, te gelijk met de ingezetenen » bedoeld bij artikel 47 der Grondwet, de vrouwen die aan de bij dit artikel » gestelde vereischten voldoen en tevens behooren tot een der groepen ver- » meld in artikel 2 der wet van 9 Mei 1919 ».

Toen hij dezen tekst indiende, zegde de Eerste Minister tot de Commissie : « Zoo het abnormaal kan voorkomen dat de Grondwet verwijst » naar de gewone wet, zou het nochtans moeilijk zijn aan den uitge- » drukten wensch voldoening te schenken op eene andere wijze dan in den » vorm van deze overgangsbepaling ».

De Commissie voerde geen bezwaren aan tegen deze wijze van handelen. In onze Grondwet komen reeds overgangsbepalingen voor, die wij als eene heilige gedenkenis aan het werk onzer vaders van 1830 bewaren. Deze artikelen, die het hoofdstuk VIII uitmaken, zijn nochtans in dezen tijd niet te rechtvaardigen, maar zij brengen ons in herinnering een tijdperk en een geest die de grondwetgevers, stichters onzer onafhankelijkheid, bezielde.

Evenzoo zal de voorgestelde overgangsbepaling in de Grondwet de herinnering huldigen van dankbaarheid en genegenheid der Grondwetgevers van 1920 aan hen, die gevallen zijn ter verdediging van België tegen zijne vijanden die het als vrije en onafhankelijke natie wilden doen verdwijnen.

De Verslaggever,

LÉON TROCLET.

De Voorzitter,

ÉMILE BRUNET.

Texte du 7 février 1831.

Art. 47.

La Chambre des représentants se compose des députés élus directement par les citoyens payant le cens déterminé par la loi électorale, lequel ne peut excéder 100 florins d'impôt direct, ni être au-dessous du 20 florins.

Tekst van 7 Februari 1831.

Art. 47.

De Kamer der Volksvertegenwoordigers is samengesteld uit de afgevaardigden, rechtstreeks gekozen door de ingezetenen die de bij de kieswet bepaalde belasting betalen, welke belasting niet boven 100 gulden rechtstreeksche belasting, noch beneden 20 gulden gaan mag.

Texte actuel (7 septembre 1893).

Art. 47.

Les députés à la Chambre des représentants sont élus directement dans les conditions ci-après :

Un vote est attribué aux citoyens âgés de 25 ans accomplis, domiciliés depuis un an au moins dans la même commune, et qui ne se trouvent pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par la loi.

Un vote supplémentaire est attribué à raison de chacune des conditions suivantes :

1° Être âgé de 35 ans accomplis, être marié, ou veuf ayant descendance légitime, et payer à l'Etat au moins 5 francs d'impôt du chef de la contribution personnelle sur les habitations ou bâtiments occupés, à moins qu'on n'en soit exempté à raison de sa profession ;

2° Être âgé de 25 ans accomplis et être propriétaire ;

Soit d'immeubles d'une valeur d'au moins 2,000 francs, à établir sur la base du revenu cadastral ou d'un revenu cadastral en rapport avec cette valeur ;

Soit d'une inscription au grand-livre de la dette publique ou d'un carnet de rente belge à la caisse d'épargne, d'au moins 100 francs de rente.

Les inscriptions et carnets doivent appartenir au titulaire depuis deux ans au moins.

La propriété de la femme est comptée au mari ; celle des enfants mineurs, au père.

Deux votes supplémentaires sont attribués aux citoyens âgés de 25 ans accomplis et se trouvant dans l'un des cas suivants :

A. Être porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur ou d'un certificat homologué de fréquentation d'un cours complet d'enseignement moyen du degré supérieur, sans distinction entre les établissements publics ou privés ;

B. Remplir ou avoir rempli une fonction publique, occuper ou avoir exercé une position, exercer ou avoir exercé une profession privée qui implique la présomption que le titulaire possède au moins les connaissances de l'enseignement moyen du degré supérieur. La loi détermine ces fonctions, positions et professions, ainsi que, le cas échéant, le temps pendant lequel elles auront dû être occupées ou exercées.

Nul ne peut cumuler plus de trois votes. (Mémorandum du 9 septembre 1893.)

Tegenwoordige tekst (7 September 1893).

Art. 47.

De afgevaardigden voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers worden rechtstreeks gekozen in de hierna aangeduide voorwaarden :

Eene stem wordt toegekend aan de burgers, die ten volle 25 jaar oud zijn, sedert ten minste één jaar hun woonverblijf in dezelfde gemeente hebben en zich niet bevinden in een der gevallen van uitsluiting door de wet voorzien.

Eene bijkomende stem wordt toegekend uit hoofde van elke der volgende voorwaarden :

1° Ten volle 35 jaar oud zijn, gehuwd, ofwel weduwnaar met wettige nakomelingschap, en aan den Staat ten minste 5 frank lasten betalen uit hoofde der personeele belasting op de woningen of gebouwen die men in gebruik heeft, tenzij men van deze belasting uit hoofde van zijn beroep ontslagen ware ;

2° Ten volle 25 jaar oud zijn en eigenaar zijn :

Hetzij van onroerende goederen ter waarde van minstens 2,000 frank, welke waarde te bepalen is naar den grondslag van het kadastraal inkomen of van een kadastraal inkomen in verhouding tot die waarde ;

Hetzij van eene inschrijving op het Grootboek der Openbare Schuld of van een boekje van Belgische rente ter Spaarkas, van ten minste 100 frank rente.

De inschrijvingen en de boekjes moeten sedert ten minste twee jaar aan den bezitter toebehooren.

Het eigendom der vrouw wordt den echtgenoot aangerekend ; dat der minderjarige kinderen, den vader.

Twee bijkomende stemmen worden toegekend aan de burgers, die ten volle 25 jaar oud zijn en zich in een der volgende gevallen bevinden :

A. Houder zijn van een diploma van hooger onderwijs of van een bekrachtigd getuigschrift, waarbij vastgesteld wordt dat men eenen volledige leerang van middelbaar onderwijs van den hooger graad heeft gevolgd, zonder onderscheid tusschen de openbare of bijzondere onderwijsinstellingen ;

B. Een openbaar ambt vervullen of vervuld hebben, eene betrekking bekleeden of bekleed hebben, een bijzonder beroep uitoefenen of uitgeoefend hebben, welke vermoeden laten dat de titularis ten minste de kennis der vakken van het middelbaar onderwijs van den hooger graad bezit. De wet bepaalt die ambten, betrekkingen en beroepen, alsook, doorgaande, den tijd gedurende welken zij bekleed of uitgeoefend moeten geweest zijn.

Niemand mag meer dan drie stemmen uitbrengen.

Texte proposé par la Commission.

Art. 47.

Les députés à la Chambre des Représentants sont élus directement par les citoyens âgés de 21 ans accomplis domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune et ne se trouvant pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par la loi.

Chaque électeur n'a droit qu'à un vote.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

Art. 47.

De afgevaardigden voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers worden rechtstreeks gekozen door de ingezetenen van volle 21 jaar, die sedert ten minste zes maanden woonachtig zijn in dezelfde gemeente en zich niet bevinden in een der gevallen van uitsluiting bij de wet voorzien.

Elke kiezer heeft slechts recht op ééne stem.

Disposition transitoire.

Sont admises au droit de suffrage concurrentement avec les citoyens visés à l'article 47 de la Constitution, les femmes qui, réunissant les conditions prescrites par cet article, appartiennent à l'une des catégories énoncées dans l'article 2 de la loi du 9 mai 1919 (*).

(*) Art. 2 de la loi du 9 mai 1919. — Sont également admises à voter lors du prochain renouvellement des Chambres législatives dans les mêmes conditions de nationalité, d'âge et du domicile :

1° Les veuves non remariées des militaires morts au cours de la guerre avant le 1^{er} janvier 1919 et, à leur défaut, leurs mères, si celles-ci sont veuves, de même que les mères veuves des militaires combattants ;

2° Les veuves non remariées de citoyens belges fusillés, ou tués à l'ennemi, au cours de la guerre et, à leur défaut, leurs mères, si celles-ci sont veuves, de même que les mères veuves de ces citoyens combattants ;

3° Les femmes condamnées à la prison ou déportées préventivement au cours de l'occupation ennemie, pour des motifs d'ordre patriotique.

Overgangsbepaling.

Zijn kiesgerechtigd, te gelijk met de ingezetenen bedoeld bij artikel 47 der Grondwet, de vrouwen die aan de bij dit artikel gestelde vereischten voldoen en tevens behooren tot een der groepen vermeld in artikel 2 der wet van 9 Mei 1919 (*).

(*) Art. 2 der wet van 9 Mei 1919. — Zijn eveneens stemgerechtigd bij de aanstaande herkiezing van de Wetgevende Kamers mits dezelfde vereischten van nationaliteit, leeftijd en woonplaats :

1° De niet hertrouwde weduwen van de militairen, tijdens den oorlog vóór 1 Januari 1919 gestorven, en, bij ontstentenis dier weduwen, hunne moeders, indien deze weduwen zijn, evenals de moeders-weduwen van de ongehuwde militairen ;

2° De niet hertrouwde weduwen van Belgische burgers, tijdens den oorlog doodge-schoten of bij den vijand gedood, en, bij ontstentenis dier, hunne moeders, indien deze weduwen zijn, evenals de moeders-weduwen van die ongehuwde burgers ;

3° De vrouwen, tot gevangenisstraf veroordeeld of voorloopig in hechtenis genomen tijdens de vijandelijke bezetting, om redenen van vaderlandschen aard.